



Conseil économique et social

Distr. générale
1 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-quatrième session

3-12 février 2016

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Catholic Family and Human Rights Institute, Inc., organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

La famille, le développement social et le Programme 2030

Il importe au plus haut point de réorienter la politique internationale vers le renforcement et la protection de la famille. La démarche visant à repenser le développement social dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit accorder la priorité à la famille. Ce n'est que de cette manière que le développement durable peut, dans toutes ses dimensions (sociale, économique et environnementale), devenir une réalité. Malheureusement, les objectifs de développement durable et le document final du sommet « Transformer notre monde » qui a lancé le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne considèrent pas la famille comme un objet de droits et un vecteur majeur de promotion du développement durable. Cette omission nous inquiète. La famille est un vecteur particulièrement bien adapté de bien-être social et économique de ses membres et de la société dans son ensemble, qu'elle peut promouvoir dans un cadre de développement durable, ainsi que de valorisation des droits de l'homme dans le domaine social et économique, et ce, dans le respect de la nature et l'environnement.

Les récentes résolutions du Conseil des droits de l'homme et les résolutions adoptées ces dernières années par la Commission du développement social ont réaffirmé, à juste titre, que « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société » et le « milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres », dans la droite lignée de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et de la Déclaration des droits de l'enfant.

La famille bénéficie à ses membres individuels et à la société dans son ensemble et cette évidence a été confirmée et validée par la science et les récentes recherches. Aucune autre structure ou institution que la famille formée par le mariage d'un homme et d'une femme n'est en mesure d'assurer des résultats de même qualité. Les avantages de la famille pour les personnes et les communautés existent à travers les frontières et dans tous les groupes sociaux et économiques, y compris les minorités.

La famille peut aider les individus, les familles et la société en général à renforcer la mobilité sociale, à créer des richesses, à améliorer la santé physique et mentale et le bien-être émotionnel, à réduire la criminalité et la toxicomanie, à augmenter l'espérance de vie, à réduire la mortalité infantile, entre autres résultats positifs. L'éclatement de la famille entraîne par ailleurs une multitude de conséquences négatives. La famille est également essentielle pour lutter contre la pauvreté et créer des perspectives économiques. L'éclatement de la famille engendre des frais bien plus élevés pour les gouvernements à travers les programmes d'aide sociale au profit des enfants et des jeunes qui n'ont pas une famille intacte, ainsi que des adultes et des personnes âgées dont le seul filet de sécurité se trouve dans les fonds publics.

Les États ont le devoir impérieux de protéger et d'aider la famille. Sans elle, les sociétés ne sauraient exister, et encore moins se développer. Les obligations de droit international qui incombent aux États en vertu des traités des Nations Unies à

l'égard de la famille sont bien établies et reconnaissent l'importance du lien entre la famille et le développement social.

L'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme considère la famille comme « l'élément naturel et fondamental de la société » et énonce qu'elle « a droit à la protection de la société et de l'État ». La définition de la famille consacrée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme la reconnaît comme le fruit de l'union d'un homme et d'une femme par le mariage (article 16). L'article 23.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 0.1 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels font également écho à la Déclaration.

Plus récemment, le traité des droits de l'homme le plus largement ratifié, la Convention relative aux droits de l'enfant, a réaffirmé que « la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté ».

Les États ont l'obligation et le devoir moral de créer un environnement juridique, social et économique qui favorise la formation de la famille et contribue à sa stabilité, tel qu'il a été reconnu lors du Sommet mondial pour le développement social de Copenhague ([A/CONF.166/9](#), paragraphe 39). Malheureusement, cet important consensus et les droits de l'homme qui le sous-tendent sont compromis par des menaces anciennes et nouvelles qui pèsent sur la famille et ses membres.

Des pratiques néfastes telles que le mariage d'enfants et le mariage forcé continuent de menacer la vie des enfants et de bafouer le droit fondamental des hommes et des femmes de contracter librement un mariage. Des millions d'hommes et de femmes ne sont pas en mesure de réaliser leur rêve de fonder une famille en raison des conditions économiques. Les violations de ces droits se posent également dans le contexte des migrations.

Les nouvelles menaces comprennent l'élimination de toutes les garanties de la stabilité de la famille qui ont toujours été conçues pour protéger les membres les plus vulnérables de la société : les enfants. Les lois entourant la dissolution du mariage sans raison inquiètent de plus en plus les spécialistes qui comprennent l'importance de la famille pour le bien-être et le développement des enfants, et, d'autre part, le développement social d'une manière générale.

Les nouvelles dispositions juridiques entre adultes, qui concernent par exemple les relations homosexuelles, violent et entravent le droit des enfants de connaître leurs parents et d'être élevés par eux. Qui plus est, les nouvelles technologies de procréation vont à l'encontre de ce droit. Les familles sont sanctionnées pour leurs traditions et leurs croyances religieuses et culturelles lorsqu'elles tentent de retirer leurs enfants de l'enseignement public, ou de certains cours tels que l'éducation sexuelle, qui favorise et légitime la sexualisation précoce, l'homosexualité et l'idéologie du genre.

À la lumière de ces éléments inquiétants, et alors que nous repensons le développement social, la priorité doit être accordée sans plus attendre à la famille.

Malheureusement, les débats sur la famille et sur la manière dont les décideurs mondiaux devraient la comprendre pour l'élaboration de leurs politiques ne permettent pas aux États Membres d'inclure, et encore moins d'intégrer, la famille

dans les politiques internationales. C'est un scandale qui décrédibilise l'Organisation des Nations Unies comme outil essentiel de promotion du développement social.

D'aucuns disent que la famille telle qu'elle a toujours été comprise dans la politique internationale est discriminatoire envers les enfants qui se trouvent dans des ménages homosexuels. Ces allégations sont malhonnêtes.

Seuls quelques pays ont modifié leurs lois pour reconnaître les unions homosexuelles en droit, mais ils soutiennent que cela nécessite une modification de la définition universelle et ancienne de la famille pour tous les États Membres et les politiques internationales.

De plus, la reconnaissance des couples homosexuels ou d'autres types de ménage comme équivalents à la famille ne vise pas nécessairement à protéger les enfants contre la discrimination. La Déclaration universelle des droits de l'homme et plusieurs traités des droits de l'homme protègent déjà les droits des enfants privés de famille qui bénéficient ainsi des avantages accordés à tous les enfants au titre de la loi.

Si un accord n'a pu être atteint sur la place de la famille dans le nouveau programme de développement, les pays doivent tout de même reconnaître que des politiques portant sur la famille, pour les raisons exposées ci-dessus, seront essentielles pour réaliser les objectifs de développement durable, faire respecter tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales et éliminer la pauvreté. Placer la famille au centre du débat sur la politique sociale mené par la communauté internationale, peut contribuer à la réalisation ces objectifs.

Faire de la famille un élément décisif dans l'équation du développement social est indispensable pour repenser ce développement, afin d'optimiser la contribution de la famille à la réalisation du Programme 2030 dans toutes ses dimensions - sociale, économique et environnementale.
